



Assemblée générale

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale
15 novembre 2000

Original: français

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 56^e séance

Tenue au Siège, à New York, le 10 novembre 2000, à 21 heures

Présidente : Mme Gittens-Joseph (Trinité-et-Tobago)

Sommaire

Point 109 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (*suite*)

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social

Clôture des travaux de la Commission

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 21 heures.

Point 109 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (suite) (A/C.3/55/L.70)

Projet de résolution A/C.3/55/L.70 : Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique

1. Invitant la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.3/55/L.70, **la Présidente** précise que le projet n'a pas d'incidences sur le budget-programme et rappelle qu'outre les auteurs mentionnés sur le document, l'Allemagne, le Bangladesh, la Colombie, les États-Unis d'Amérique, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède se sont portés coauteurs lors de la présentation du texte.

2. **Mme Mint Mohamed Saleck** (Mauritanie) signale que, depuis la présentation du projet, les pays suivants se sont joints aux auteurs : Canada, Danemark, Irlande et Japon. Dans leurs efforts pour en améliorer le texte, les coauteurs ont proposé un certain nombre d'amendements. Une première série d'amendements concerne le paragraphe 19 du dispositif où, à la troisième ligne, il faut remplacer « et toutes les autres parties intéressées » par « les parties au conflit et tous les autres acteurs pertinents »; à la septième ligne, il faut remplacer « ainsi que » par « et demande aux États »; et à la neuvième ligne, « et prie » doit être remplacé par « et demande aux ». Un deuxième amendement consiste à insérer un nouveau paragraphe 33 *bis* après le paragraphe 33 libellé comme suit : « Invite le représentant du Secrétaire général pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à poursuivre le dialogue qu'il mène avec les États Membres, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales concernées, conformément à son mandat, et à inclure les informations qu'il aura recueillies dans ses rapports à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale ».

3. **La Présidente** annonce que le Canada, le Chili, la Croatie, Haïti, le Honduras, l'Irlande et le Venezuela se portent coauteurs du projet de résolution.

4. *Le projet de résolution A/C.3/55/L.70, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans être mis aux voix.*

5. **La Présidente** propose que la Commission recommande à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/55/12), du rapport du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/55/12/Add.1), du rapport du Secrétaire général sur un nouvel ordre humanitaire international (A/55/545), du rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique (A/55/471) et du rapport du Secrétaire général sur le suivi de la Conférence pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins (A/55/472).

6. *Il en est ainsi décidé.*

7. **La Présidente** annonce que la Commission a donc terminé l'examen du point 109 de l'ordre du jour.

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (A/C.3/55/L.61)

Projet de résolution A/C.3/55/L.61 : Organisation des travaux de la Troisième Commission et projet de programme de travail biennal de la Commission pour 2001-2002

8. **M. Xiong** (Chef du Groupe de la programmation et du suivi de la documentation du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence) informe la Commission que les corrections suivantes doivent être apportées au document A/C.3/55/L.61 : à la page 9, ajouter Rev.1 à la cote du projet de résolution A/C.3/55/L.56 et à la cote du projet de résolution A/C.3/55/L.47; à la page 10, supprimer la référence au projet de résolution sur les droits de l'homme et le progrès de la science et de la technique (A/C.3/55/L.46) (2002); à la page 11, le titre de l'annexe II doit se lire « Projet de programme de travail biennal de la Troisième Commission pour 2001-2002 » et non pas « pour 2000-2002 »; à la page 13, sous le point 7 de l'annexe II, pour 2001, ajouter sous la rubrique Documentation un troisième document intitulé « Rapport du Secrétaire général sur l'éventail complet des tâches de la Division de la promotion de la femme (A/C.3/55/L.28); sous le point 8, ajouter les mots « aux rapatriés » dans l'intitulé du point, entre les mots « aux réfugiés » et les mots « aux personnes déplacées »; sous la rubrique Documentation du même point 8,

ajouter à la fin : « Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique (A/C.3/55/L.70); sous le point 9, rectifier la cote du projet de résolution sur les droits de l'enfant, qui doit se lire A/C.3/55/L.18/Rev.2 et non pas A/C.5/55/L.18/Rev.1; à la page 14, toujours sous le point 9, rectifier la cote du projet de résolution, qui doit se lire A/C.3/55/L.18/Rev.2 et non A/C.5/55/L.18/Rev.1; à la page 15, sous le point 13 b), ajouter Rev.1 à la cote du projet de résolution A/C.3/55/L.48; à la page 16, sous la rubrique des Questions examinées pour lesquelles il n'a pas été demandé de documentation préalable, remplacer « résolution 54/167 de l'Assemblée générale » par « résolution 54/163 de l'Assemblée générale » à la fin de la question intitulée « Les droits de l'homme dans l'administration de la justice »; sous la même rubrique, ajouter Rev.1 aux projets de résolution publiés sous les cotes A/C.3/55/L.47 et A/C.3/55/L.56; sous le point 13 c), remplacer la cote A/C.3/55/L.42/Rev.1 par A/C.3/55/L.42/Rev.2; ajouter Rev.1 à la cote A/C.3/55/L.62; à la page 17, sous la rubrique des Questions à examiner pour lesquelles il n'a pas été demandé de documentation préalable, ajouter Rev.1 à la cote A/C.3/55/L.51; à la page 19, insérer les mots « aux rapatriés » dans l'intitulé du point 8 du projet de programme de travail biennal pour 2002, qui devient Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, *aux rapatriés* et aux personnes déplacées et questions humanitaires; sous le même point, à la fin de la liste de documents, ajouter « Rapport du Secrétaire général sur un nouvel ordre humanitaire international (A/C.3/55/L.66) »; à la page 20, sous le point 13 b), supprimer la référence à la question intitulée « Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique (A/C.3/55/L.46) ».

9. **Mme de Carné** (France) fait observer, à propos des projets de résolution sur l'élimination des crimes contre les femmes commis au nom de l'honneur (2002) et sur l'élimination de toutes les formes de violence, y compris les crimes, contre les femmes (2002) mentionnés sous le point 6 (Promotion de la femme) du chapitre E de l'annexe I, à la page 6 du document A/C.3/55/L.61, que l'intitulé de ces projets ne respecte pas les formulations sur lesquelles les coauteurs se sont entendus au terme de longues délibérations et demande au Secrétariat de rétablir les intitulés officiels tels qu'ils apparaissent dans les documents A/C.3/55/L.11/Rev.1 et A/C.3/55/L.13/Rev.1.

10. **Mme Romulus** (Haïti) dit qu'à la page 17, sous le point 13 c) du projet de programme de travail biennal pour 2001, dans l'annexe II, le projet de résolution A/C.3/55/L.64 doit se lire « Situation des droits de l'homme en Haïti » et non pas « Situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Haïti », et que la mention des libertés fondamentales doit être éliminée du document A/C.3/55/L.61 dans toutes les langues de l'Organisation.

11. **La Présidente** considère, en l'absence d'objections, que la Commission souhaite adopter le projet de programme biennal pour 2000-2001 (A/C.3/55/L.61), tel qu'il a été oralement modifié.

12. *Il en est ainsi décidé.*

Rapport du Conseil économique et social (A/55/3)

Projet de décision

13. **La Présidente** propose que la Commission prenne acte du rapport du Conseil économique et social publié sous la cote A/55/3, et notamment des chapitres I, III, IV, V et VII (sect.A, B, C et I) et du chapitre IX, qui ont été renvoyés à la Troisième Commission.

14. *Il en est ainsi décidé.*

15. **La Présidente** déclare que la Commission a achevé l'examen du point 12 de l'ordre du jour.

16. **M. Stephan** (Liban) dit qu'il était absent au moment du vote sur le projet de résolution A/C.3/55/L.48/Rev.1. Si sa délégation avait été présente, elle aurait voté pour le texte.

17. **M. Montwedi** (Afrique du Sud) dit que, par suite d'une erreur technique, le nom de son pays n'apparaît pas sur la liste des auteurs du projet de résolution A/C.3/55/L.48/Rev.1, alors que l'Afrique du Sud a non seulement voté en faveur du projet, mais s'en est porté coauteur tant devant la Commission des droits de l'homme que devant la Troisième Commission. Il reconfirmera la chose lorsque le projet de résolution sera présenté pour adoption à l'Assemblée générale.

18. **M. Aguzzi** (Venezuela) regrette que sa délégation n'ait pas été dans la salle au moment de la mise aux voix du projet de résolution A/C.3/55/L.48/Rev.1 et fait savoir qu'elle aurait voté en faveur du projet si elle avait été présente.

Clôture des travaux

19. **La Présidente** remercie les délégations de leur coopération et de la cordialité avec laquelle elles ont mené leurs travaux. Elle exprime sa gratitude aux membres du Bureau, au secrétariat de la Troisième Commission, et tout particulièrement à sa secrétaire, ainsi qu'aux membres du Secrétariat de l'Organisation.

20. **M. Musa** (Nigéria), après avoir remercié, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, la Présidente, les membres du Bureau et le Secrétariat, demande que le problème posé par la présentation tardive des documents soit traité comme une priorité.

21. Après un échange de félicitations et de remerciements auxquels prennent part **M. Lebret** (France), au nom des membres de l'Union européenne, **M. Belli** (Brésil), au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, **Mme Stiglic** (Slovénie), au nom du Groupe des États d'Europe orientale, **Mme Elliott** (Guyana), au nom des membres du Marché commun des Caraïbes, **Mme Tohtohodjaeva** (Kirghizistan), au nom du Groupe des États d'Asie, **M. Heyward** (Australie), au nom des États membres du Groupe JUSCANZ, **Mme Mint Mohamed Saleck** (Mauritanie), au nom du Groupe des États d'Afrique, **Mme Mlangeni** (Swaziland), au nom des membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe, **Mme Al-Hajaji** (Jamahiriya arabe libyenne), au nom du Groupe des États arabes, **Mme Elisha** (Bénin), au nom du Groupe des États d'Afrique de l'Ouest, **la Présidente** déclare que la Commission a achevé les travaux de sa cinquante-cinquième session.

La séance est levée à 22 heures.